Unia Zentralsekretariat
Kommunikation und Kampagnen

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
http://www.unia.ch

Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.

Discours du 1er mai 2018 à Zurich
Vania Alleva, présidente d'Unia

(seul le texte prononcé fait foi)

Égalité salariale. Point final!

L'heure est au choix entre la solidarité et la fracture sociale.

Pour les festivités du 1er mai 2018, nous avons choisi un slogan bref et percutant: «Égalité salariale. Point final!»

Nous avons choisi ce slogan, car nous en avons assez. Notre patience est à bout. Nous en avons assez des lamentables manœuvres dilatoires du monde politique, assez des mauvais prétextes des milieux patronaux. Il est incroyable qu'il n'y ait toujours pas de contrôles des salaires, incroyable que le Parlement refuse même une petite révision de la Loi sur l'égalité prévoyant des améliorations minimes.

Ce n'est pas un hasard. Dès qu'il s'agit des droits des femmes, les choses durent toujours une éternité en Suisse. Près de 100 ans pour le droit de vote des femmes, ou 60 ans dans le cas de l'assurance-maternité. Et même plus longtemps encore pour l'égalité salariale.

En tant que syndicalistes, nous savons parfaitement qu'on ne nous fait pas de cadeau, ni dans les entreprises ni dans la société. Nous savons que de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, de meilleures rentes ne tomberont pas du ciel. Nous savons qu'il faut se battre très dur pour tout. Que nous n'obtiendrons des avancées sociales qu'en exerçant les pressions nécessaires. Ensuite seulement, les choses se mettront à bouger. Nous le savons. Et c'est pourquoi nous autres syndicalistes, nous sommes de nature combative !

Les avancées sociales exigent beaucoup d'énergie collective. Et il faut énormément d'énergie pour la question de l'égalité. Il est incroyable de voir à quel point cette question piétine.

«Égalité salariale. Point final!» Notre slogan est court, alors qu'il s'agit d'une très longue histoire. De l'histoire des premières travailleuses organisées en associations. Elle remonte à longtemps. À Zurich par exemple, une société des couturières existait déjà en 1844. Et depuis 1886, dans diverses localités suisses, les ouvrières à domicile, les ménagères ou les domestiques ont créé ensemble des organisations de travailleuses féminines.

Ces femmes organisées collectivement, nos arrière-grand-mères, furent les premières à soulever dans le mouvement syndical la question féminine. Et donc la question de l'égalité salariale.

L'égalité! Voilà qui aurait dû faire plaisir à leurs collègues masculins – après tout, dans presque tous les pays du monde, les syndicats ont adopté depuis leur fondation la devise de la Révolution française: liberté, égalité, fraternité.

Or la «fraternité» mettait l'accent sur une «égalité» virile. Les femmes en étaient exclues. Les syndicats à domination masculine ont fermé les yeux sur le lien entre capitalisme et patriarcat.

Non seulement le système capitaliste repose sur l'exploitation du travail salarié, mais il instaure une séparation entre le travail de production rémunéré et celui de reproduction non payé, entre la sphère publique et la sphère privée. L'homme fait vivre la famille avec son salaire, tandis que la femme s'occupe gratuitement du ménage et des enfants. Cet idéal familial a connu son apogée dans l'après-guerre. Au syndicat aussi. La revendication des femmes, visant à inclure l'égalité salariale dans le programme de travail de l'Union syndicale suisse, fut balayée au congrès de 1960. La simple formulation «tous les salaires féminins doivent également être revalorisés» allait trop loin pour les mentalités de l'époque. On craignait de froisser les membres de sexe masculin, en défendant de tels «intérêts particuliers».

Les choses ont heureusement changé depuis. Sous l'influence notamment du mouvement féministe. Les femmes de la génération actuelle ne vivent plus comme leurs grand-mères et leurs mères. Elles forment la majorité des étudiant-e-s, sont généralement actives et à leurs yeux, l'indépendance financière, l'égalité salariale et l'égalité des chances sont des luttes prioritaires.

Les syndicats aussi ont évolué. Car les femmes sont entre-temps nombreuses à se syndiquer et à élever la voix. Il est désormais bien clair pour les syndicats que la revendication d'égalité salariale n'est pas destinée à satisfaire des intérêts particuliers! Au contraire, c'est un indicateur qui nous permet de voir si nous sommes en mesure de dépasser la logique de division capitaliste des salarié-e-s selon leur sexe, ainsi que notre capacité à nous battre pour davantage de droits pour les femmes ET pour les hommes.

Ce changement de perspective, avec une lutte commune des deux sexes pour de meilleurs salaires et de bonnes conditions de travail pour tout le monde – coïncide avec une deuxième évolution importante. Jusqu'à la fin des années 1990, un système de cloisonnement du marché du travail régnait en Suisse, au détriment d'une partie des travailleuses et des travailleurs. Je fais allusion au système xénophobe des contingents, avec pour corollaire le statut de saisonnier. Des centaines de milliers, plus tard des millions de collègues et leurs familles ont ainsi subi une discrimination scandaleuse, aboutissant à des conditions de travail et de vie indignes.

Comme la discrimination des femmes, la discrimination de la population migrante obéissait à une logique capitaliste d'exploitation: il s'agissait de main d'œuvre à bas prix sur le marché du travail pour générer des profits élevés en période de haute conjoncture. Puis quand la crise est arrivée, on a renvoyé ces gens dans leur pays d'origine, sans leur accorder de prestations de l'assurance chômage. On parlait alors sans vergogne d'«amortisseur conjoncturel».

Il était important pour les syndicats de reconnaître qu'il leur fallait organiser tous les travailleurs et travailleuses indépendamment de leur passeport. Aujourd'hui, il est bien clair pour les syndicats que l'égalité des droits revendiquée en faveur des migrant-e-s n'est pas destinée à satisfaire des intérêts particuliers! C'est un indicateur qui nous permet de voir si nous sommes en mesure de dépasser la logique de division capitaliste des salarié-e-s selon leurs origines, ainsi que notre capacité à nous battre pour davantage de droits pour la population résidente ET pour les migrant-e-s.

L'égalité vaut pour tout le monde, pour les femmes comme pour les migrant-e-s! On ne saurait trop répéter ce principe élémentaire.

C'est en unissant leurs forces, femmes et hommes, résident-e-s ou immigrés, que les syndicats ont réussi depuis trois décennies à s'affirmer en Suisse. Face aux attaques toujours plus brutales des associations patronales néolibérales, d'une part; et contre le climat de haine répandu par la clique nationaliste conservatrice de l'UDC, formée autour d'un noyau de milliardaires, d'autre part.

Aujourd'hui encore, «l'égalité pour toutes et tous» est la base d'une politique de solidarité de classe – au-delà des différences entre les sexes et des frontières nationales. D'une politique qui, par exemple, a obtenu le congé maternité et a défendu les retraites. D'une politique qui a contribué à ce que plus d'un million de collègues originaires de toute l'Europe ne soient plus traités sur le marché du travail helvétique comme des individus de seconde zone, dépourvus de tout droit. D'une politique aussi qui a veillé à ce qu'aujourd'hui, dans ce pays, plus de deux millions de travailleurs et travailleuses bénéficient d'une certaine protection grâce aux CCT, aux salaires minimums et aux contrôles du marché du travail. Du jamais vu en Suisse.

Tous ces succès sont le fruit de la solidarité. La solidarité, telle que je la conçois, implique…
- de comprendre que MON droit dépend de ce que ma collègue et mon voisin aient le même droit que moi,
- de comprendre que MON juste salaire, mes bonnes conditions de travail, ma sécurité sociale et la liberté de mouvement dépendent du fait que TOUT LE MONDE reçoive les mêmes droits,
- de comprendre que NOS droits sont indivisibles.

La solidarité implique de prendre conscience de tout ce qui précède, PUIS de lutter ensemble. Contre la fracture sociale, pour que TOUT LE MONDE possède les mêmes droits.

Nous ne devons jamais trahir ce principe. D'autant plus qu'aujourd'hui, les forces solidaires sont plus que jamais sous pression. J'ai mentionné les attaques lancées par les employeurs et par les caciques de l'UDC contre les droits des travailleuses et des travailleurs et contre la place des syndicats en Suisse. Ces attaques sont le signe d'une profonde crise sociétale, qui dépasse de loin les frontières suisses.

La crise a un nom. C'est la «globalisation néolibérale». Trois décennies d'idéologie du marché, de maximisation des profits et de cupidité ont causé de lourds dégâts. Le démantèlement social et la politique d'austérité, les marchés des capitaux déchaînés, les cadeaux fiscaux aux riches, les privatisations du service public et du système de santé, la déréglementation et la flexibilisation des conditions de travail – tous ces facteurs ont affaibli les réseaux de solidarité existants et créé des inégalités sociales choquantes:
- Les 1% les plus riches au monde possèdent davantage que les 99 % restants.
- Dans les pays riches aussi, les bas salaires et la précarisation du travail entraînent une hausse du nombre de working poors.
- Même dans la riche Suisse, le pays au monde où les milliardaires et les superriches sont les plus nombreux, la pauvreté touche plus d'un demi-million de personnes. Et un bon million de personnes sont menacées de pauvreté.

Ces inégalités extrêmes sont un terrain favorable aux forces conservatrices, autoritaires voire fascistes, qui mènent délibérément une politique de la peur en accentuant la fracture sociale.

Les années à venir seront décisives pour le débat politique. Tout est ouvert, dans nos combats pour plus de justice sociale et pour des impôts équitables, pour améliorer les salaires et les conditions de travail, ainsi que pour garantir les droits des femmes et ceux de la population migrante. Soit les forces réactionnaires parviennent à nous diviser pour régner. Dans ce cas, un régime autoritaire

verra le jour, à la place de notre système tant soit peu démocratique, fondé sur l'État de droit. Ou alors nous, les forces solidaires, nous proposons une autre solution, visant à un meilleur avenir. En montrant que notre lutte commune contre la discrimination et pour l'égalité des droits contribue à une meilleure qualité de vie pour toutes et tous.

Notre campagne en faveur de l'égalité salariale s'inscrit dans cette lutte. Il devrait être clair aujourd'hui qu'il ne s'agit pas seulement d'ajouter quelques mots dans la Constitution fédérale. Quand nous disons: «Égalité salariale. Point final!», nous proposons en réalité un véritable choix de société, entre la solidarité et la fracture sociale.

C'est notre lutte à toutes et à nous. Et nous pouvons la remporter ensemble. Uniti siamo forti!